

En dessous du seuil



Pauvreté des mineurs

Bien qu'une stratégie de 25 ans ait été élaborée en 2007 afin d'aider les enfants en situation précaire, leur nombre augmente continuellement, comme l'ont dévoilé plusieurs études réalisées à l'occasion de l'année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

27.000 HUF. C'est le revenu mensuel par personne dans les familles hongroises où les enfants vivent au dessous du seuil de pauvreté. Au cours des deux dernières années, le revenu des familles défavorisées a diminué de 16%. Le nombre des mineurs en situation de précarité a augmenté depuis le début de la crise économique. Selon les dernières données publiées dans le cadre d'une récente étude du sociologue Zsuzsa Ferge, en 2009, un enfant sur cinq vit au sein de familles dont les parents sont au chômage et n'ont pour seuls revenus que les allocations sociales, contre un sur sept en 2005. Ainsi, actuellement, 450.000 mineurs hongrois rencontrent des difficultés pour se nourrir et se loger correctement.

Puisque en moyenne les familles défavorisées ont plus d'enfants que les autres, les mineurs se trouvent donc dans une situation plus critique que les adultes. Bien que leur proportion en Hongrie soit presque équivalente aux chiffres européens, la situation des Hongrois est plus désespérée encore. En effet, tandis qu'en Europe de

l'Ouest, les enfants défavorisés vivent plutôt en milieu urbain, ils résident davantage en milieu rural en ce qui concerne les pays ayant adhéré plus récemment à l'Union européenne, et c'est le cas notamment de la Hongrie.

Cette tendance peut s'expliquer par le fait qu'en Allemagne ou en Grande Bretagne par exemple, les immigrés choisissent plutôt de vivre en ville, où ils ont plus de chance de trouver du travail. En Hongrie, la couche la plus pauvre de la population réside bien souvent dans de petits villages ou des fermes, mais aussi quitte la ville pour vivre en banlieue proche au sein de bidonvilles, dans lesquels ils sont ainsi coupés de la société et des autres milieux socio-culturels. Ainsi leurs conditions de vie n'apparaissent-elles que rarement au grand jour et leur isolement rend-il plus difficile encore leur accès aux services scolaires et sanitaires.

Les pays européens déploient en moyenne 27% de leur PIB à des dépenses sociales, contre seulement 22% en Hongrie. L'institut de recherche Tárki, et Aplice, son homologue à Bruxelles, ont récemment étudié les conditions de vie des mineurs défavorisés, ils ont répartis les pays européens en quatre groupes selon l'importance du problème, l'emploi des parents et le montant des allocations octroyées. La Hongrie, ainsi que sept autres pays, fait partie du deuxième groupe où les mineurs doivent vivre dans les conditions les plus pénibles et dont les parents ne travaillent en général pas, mais qui peuvent malgré tout bénéficier de prestations "généreuses". Cependant Zsuzsa Ferge et son groupe de recherches ont mis en avant que les sommes, en effet très importantes, investies pour améliorer leurs conditions de vie sont mal exploitées.

La Hongrie est probablement le seul pays en Europe disposant d'une stratégie sur 25 ans afin de lutter contre la pauvreté. Le gouvernement Gyurcsány avait adopté le programme „Un meilleur avenir pour les enfants” en mai 2007, comprenant des projets surtout destinés au Nord de Hongrie, où le problème est plus éloquent. Dans le bidonville Huszár, à Nyíregyháza, on permet aux enfants d'accéder à des cours de soutien scolaire, afin de leur permettre de s'insérer plus facilement dans un cursus de scolarisation normal, et on leur sert régulièrement des repas équilibrés. Cependant, depuis fin 2008 et la crise économique, la lutte contre la pauvreté n'est plus un objectif prioritaire, même si la récession a particulièrement touché ce groupe. La valeur réelle des allocations sociales a ainsi diminué. Par ailleurs, le programme Út a munkához (Le chemin vers le travail), qui aurait dû fournir un emploi public aux chômeurs de longue durée, ne leur a pas permis de trouver un emploi pérenne, leurs contrats n'ayant pas été renouvelés. Selon Zsuzsa Ferge, le

programme n'était en réalité qu'une campagne de communication surfant sur la vague populaire de lutte contre la pauvreté.

Judit Zeisler

Proportions des enfants vivant dans un foyer dont les deux parents sont au chômage (2007)

Grande-Bretagne 17%

Hongrie 13,5%

Bulgarie 12,8%

Belgique 11,8%

Slovaquie 10,6%

Roumanie 9,9%

Pologne 9,4%

Allemagne 9,3%

EU 9,2%

France 8,7%

(Eurostat)

•
Catégorie
Agenda Culturel